

De retour de Moscou

J'ai été invité par la Fondation Jean Jaurès à la représenter lors de la conférence organisée du 20 au 22 avril à Moscou par le mouvement « Alternatives ».

Ce mouvement s'est constitué autour d'une revue créée en 1991. Il définit lui-même ses objectifs : « procéder à une analyse profonde des événements qui se sont produits en Union soviétique de 1917 à 1991 et en Russie de 1991 à 2004, dans le but d'élaborer des méthodes théoriques et pratiques pour sortir le pays de la crise, pour améliorer les conditions de vie et de travail et pour construire une société vraiment démocratique ».

Je tiens à remercier Alexandre BUZGALIN, président d' « Alternatives », et son épouse Ludmilla BULAVKA pour l'accueil très chaleureux qu'ils m'ont réservé, ainsi que toute l'équipe d' « Alternatives » et tous les congressistes.

La rencontre a porté sur différents aspects de la mondialisation. Elle a également porté sur les questions de l'éducation et de la recherche – et notamment sur les moyens publics qui doivent leur être affectés – en Russie, comme ailleurs.

J'ai, dans mon exposé, présenté les objectifs qui me paraissent devoir être aujourd'hui ceux du socialisme démocratique et de la social-démocratie. Nous voulons une société plus juste et, partout, le respect effectif de la démocratie et des droits de l'homme. Nous pensons que le marché doit jouer le rôle qui est le sien. Partout où on a demandé à des bureaucrates de résoudre les milliards d'équations que le marché effectue, on a connu des échecs. L'Etat n'a pas pour mission de produire. Lorsque l'Etat est le seul acteur de la vie économique sociale et politique, il n'y a plus de place pour l'initiative. Pourtant, pour nécessaire qu'il soit, le marché est sauvage. Il est absurde de croire que la régulation du marché produit naturellement le bien commun. Le marché peut d'ailleurs cohabiter avec les dictatures et les pouvoirs autoritaires : les exemples ne manquent pas. C'est pourquoi, s'il faut une économie ouverte, il faut aussi des puissances publiques, des Etats, une volonté de « maîtriser le cours des choses », des acteurs politiques et sociaux qui tiennent toute leur place, une société de la négociation et du compromis ...

J'ai ajouté que la question se posait désormais au plan international, conformément aux intuitions des fondateurs du mouvement socialiste. A l'heure de la mondialisation, on voit bien que le seul jeu du marché, le libéralisme à l'état pur, n'engendrent pas le bien commun et ne permettent pas d'éviter ou de réduire les déséquilibres et les crises engendrés par une « mondialisation sauvage ». C'est donc au plan international qu'il faut que les Etats, les continents, les mouvements politiques et sociaux pèsent pour instaurer des « règles du jeu ». Si les résultats de l'OMC sont décevants, rien n'est plus nécessaire que d'instaurer des règles du jeu. Entre les forts et les faibles, c'est toujours la loi qui protège les faibles. Cela vaut pour les Etats comme pour les individus.

Là dessus un vaste débat s'est engagé.

Un dernier mot. J'ai aussi été amené, bien sûr, à répondre aux questions sur les événements que notre pays a connus durant ces derniers mois. Une seule remarque à ce sujet : à Moscou comme partout on n'a vu, en boucle, que des images télévisées des émeutes et des casseurs, largement relayées par CNN. Ce miroir est terriblement déformant. Nous le savons ici, l'immense majorité de ceux qui, très nombreux, ont protesté contre le CPE n'ont rien à voir avec les « casseurs ». Ce mouvement fut, essentiellement, le refus pacifique de l'obstination d'un premier ministre qui voulait imposer envers et contre tout un dispositif qui assimilerait jeunesse et précarité.

Jean-Pierre SUEUR
24 avril 2006